

**24 JUIN - POUR NOUS DÉBARRASSER DU GOUVERNEMENT  
ET DE TOUTE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ :**

**MOBILISONS LA COLÈRE  
VERS LE 29 SEPTEMBRE ET LE 7 OCTOBRE !**

Ce piquet est l'un des milliers qui constituent aujourd'hui le fer de lance de l'opposition au gouvernement Michel. Ce n'est que l'expression la plus visible de l'énorme colère provoquée par ses politiques inéquitables. Derrière chaque piquet se trouvent aussi nombre de travailleurs qui sont eux aussi en grève mais sont restés chez eux. Et derrière encore se trouve un plus grand groupe de gens en colère ou inquiets mais qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent pas ou ne veulent pas encore faire grève.

Notre travail n'est donc pas terminé avec ce piquet. A partir de demain, la lutte se poursuit pour convaincre les collègues qui ne sont pas encore impliqués aujourd'hui de ne pas manquer le rendez-vous suivant. La prochaine grande mobilisation dans le cadre du nouveau plan d'action syndical sera le 29 septembre à Bruxelles. Avec une bonne préparation, cela pourrait à nouveau être une manifestation de masse de plus de 150.000 personnes. Si nous réussissons, vous pouvez être certain que le gouvernement, les patrons et les grands groupes de presse baisseront d'un ton. Nous pourrions alors complètement balayer le gouvernement par la grève du 7 octobre et des jours d'après. Alors ce ne sera pas seulement la FGTB et certaines centrales francophones de la CSC, mais de tout le monde qui cessera le travail ensemble.

### **131 jours de grève / 1000 travailleurs**

C'est officiel. Depuis l'arrivée en fonction de Michel jusque fin 2015, il y a eu 131 jours de grève pour 1000 travailleurs sur base annuelle. Il faut remonter 20 ans en arrière pour trouver un gouvernement qui a provoqué plus de grèves (Dehaene I). C'est logique. Le gouvernement s'est mis à la tête d'une

offensive de casse sociale néo-libérale extrémiste tandis que les riches se font dorloter comme jamais. L'austérité pour investir ? Que les entreprises belges ramènent les 62 milliards qu'ils ont planqués en 2014 aux Luxembourg. Chez nous, la coupe est pleine.

Jusqu'où ? Au point que de nombreux travailleurs n'ont pas pu attendre les dates du plan d'action. Celui qui suit les médias dominants pourrait avoir l'impression que de nombreuses entreprises ne recrutent que des travailleurs génétiquement atteints d'une maladie qui les pousse à l'action: chez HR-Rail, bpost, les éclusiers, les aiguilleurs du ciel, les bagagistes, les agents pénitentiaires, les travailleurs sociaux, les chauffeurs de bus, les éboueurs, etc. Michel déclare que son gouvernement veut «changer l'ADN du travailleur belge», mais les grèves n'ont rien à voir avec la génétique.

### **Les grèves ne viennent pas de notre ADN mais des conditions de travail insupportables**

Elles proviennent par contre de la pression constante sur nos conditions de travail et de vie. Dans d'autres secteurs également et dans la société dans son ensemble cette pression devient insupportable. Dans la prochaine édition de notre journal, Lutte Socialiste, nous laisserons la parole à quelques-uns de ces grévistes. Les médias traditionnels nous ont rabâchés les oreilles avec la nocivité des grèves. Ils parlent d'un virus à combattre par des restrictions au droit de grève. Nous cherchons au contraire quelles en sont les causes profondes et nous sommes convaincus que si les militants les expliquaient dans les entreprises, à des assemblées du personnel et dans des tracts, l'opinion pourrait rapidement basculer. Pourquoi ne pas découper ces interviews et les afficher aux panneaux syndicaux ?



Rejoignez le

**Parti Socialiste de Lutte - 02/345.61.81**

Suivez notre site pour des rapports, des analyses et des propositions pour la lutte :

**WWW.SOCIALISME.BE // FACEBOOK.COM/SOCIALISME.BE**

Le PSL est très partisan des syndicats. Beaucoup de nos militants et sympathisants sont des syndicalistes respectés, ce qui a été confirmé par les résultats des élections sociales. Nous appelons chacun à activement s'impliquer dans les syndicats. Mais en tant que militants critiques nous voulons aborder quelques lacunes. Certains dirigeants syndicaux ne se battent pas pour l'opinion publique, ils s'y plient. Ils veulent à tout prix conclure des accords et perdent parfois de vue la pression qui retombe sur nos épaules dans les entreprises. Cela devient encore pire quand ces accords sont conclus sans que l'on ne demande leur avis aux travailleurs eux-mêmes. Nous sommes nombreux à être fatigués de ces barons qui, sans discussion avec la base, font sauter le front syndical ou, pire, qui injectent d'en haut la division communautaire dans le mouvement.

Nous comprenons la nécessité de fonctionner avec des représentants, des porte-paroles et des mandats, mais cela ne doit pas être instrumentalisé pour priver les membres de l'information et brider la liberté de débat et de travail en réseau. Le mouvement des travailleurs n'est pas une armée qui charge ou se retire sous les ordres de généraux. C'est une classe sociale où une position commune peut être forgée de la diversité d'opinions par le débat démocratique. A certains endroits, des assemblées du personnel sont organisées, de même que des réunions de militants dans quelques régionales, mais cela arrive trop peu et, souvent, uniquement pour informer, sans véritable débat.

### Renverser le gouvernement...

Pour de nombreux travailleurs, c'est maintenant clair: ce gouvernement ne fera pas de concession. Il perdrait sa raison d'être. La seule chose qui marchera, c'est de le renverser. Pour le remplacer par quoi ? Les sociaux-démocrates et les Verts préfèrent que le gouvernement aille jusqu'à son terme et qu'il fasse autant de sale boulot qu'il peut. En France, leurs partis-frères appliquent la même politique de démolition sociale et ils n'y suscitent pas moins de résistance.

Le PTB/PvdA, seul véritable parti d'opposition de gauche au Parlement, ne cesse de répéter qu'il ne faut pas renverser le gouvernement. Pourtant, indépendamment de sa composition, un gouvernement qui prendrait fonction après que son prédécesseur soit tombé en conséquence des conflits sociaux devrait chanter sur un autre ton. Le PTB veut en revanche faire reculer Michel dans l'attente d'un «front populaire» avec le PS et les Verts dans 10 à 15 ans. Le PSL comprend bien l'aspiration à l'unité à gauche, mais pour rompre avec l'austérité, pas pour freiner la résistance sociale ou appliquer une politique de droite, comme Hollande ou Tsipras. De plus, les travailleurs ne disposent pas d'autant de temps. D'ici 2018, le gouvernement doit encore trouver 8 à 9 milliards d'euros pour équilibrer son budget. De nouvelles douloureuses mesures de casse sociale arriveront encore cet été et, si le gouvernement reste à flot, la loi Peeters passera. Même un nouveau saut d'index n'est plus à exclure.

### ... cela exige une alternative

Ainsi il semble que le mouvement des travailleurs ne dispose pas d'alternative au programme de compétitivité débridée de la droite pour les 10 prochaines années. Pourtant il existe bien : une société fondée sur la solidarité. Mais c'est à peine discuté et élaboré. Cela devra certainement comprendre la réduction du temps de travail sans perte de salaire, la restauration complète de l'index, la défense et l'augmentation des pensions, la restauration de la retraite anticipée et de toutes les allocations. Imposer cela n'exige pas un front mais au contraire une rupture des syndicats belges avec leurs «partenaires» traditionnels et une initiative politique résolue ouverte aux nouveaux mouvements sociaux, au PTB et à d'autres forces de la gauche radicale, dont le PSL.

Nous sommes convaincus qu'une telle initiative peut générer un enthousiasme débordant. Nous ne savons pas jusqu'où ils iront, mais la campagne de Sanders aux États-Unis, l'élection de Corbyn à la présidence du Parti travailliste en Grande-Bretagne et la coopération de Podemos et Gauche Unie en Espagne ont redessiné le paysage politique en un rien de temps. Si le mouvement des travailleurs ne propose toutefois aucune alternative, la droite populiste et l'extrême droite vont, comme en Autriche, instrumentaliser le mécontentement pour se renforcer. Les sondages avertissent déjà d'un retour du Vlaams Belang.

Vous ne voulez pas attendre cela, mais aider à construire une société solidaire, vraiment démocratique et socialiste, pas seulement en paroles ou pour un avenir lointain, mais dès d'aujourd'hui? Rejoignez le PSL.



**Personne ne compte sur les médias dominants pour parler correctement de nos luttes.** "On ne mord pas la main qui nous nourrit", comme le dit le proverbe, et cela vaut également dans les médias. C'est pourquoi des médias tels que le journal *Lutte Socialiste* et le site *socialisme.be* sont d'une grande importance. Achetez *Lutte Socialiste* pour 2 euros ou prenez un abonnement d'essai: pour 5 euros, vous recevrez en plus les deux prochains exemplaires dans votre boîte aux lettres. N° de compte : BE48.0013.9075.9627, Socialist Press